

Enième plaidoyer pour un Maghreb uni

La chronique du blédard : Akram Belkaïd, Paris

Aura-t-il lieu ? Sera-t-il reporté ou tout simplement encore annulé ? Bien sûr, le sommet des chefs d'Etats maghrébins dont il est question ici n'est pas l'un de ces événements susceptibles de changer la face du monde ou de lancer un processus diplomatique qui bouleversera les rapports de force géostratégiques. Alors que tous les regards se tournent vers la Syrie et, hélas vers le Liban, se préoccuper de la tenue de cette rencontre « serpent de mer » peut paraître décalé voire futile. Il n'empêche. Dans un contexte aussi compliqué que celui du Printemps arabe cela sans oublier une mondialisation marquée par un retour des canonnières pour le contrôle des matières premières, il n'est nul besoin d'être expert pour comprendre que l'avenir des Maghrébins dépend de leur capacité à s'allier puis à s'unir. Et l'on attend depuis bientôt vingt ans une initiative qui prouverait que le processus de rapprochement est de nouveau sur les rails.

Avant d'aller plus loin, il faut rappeler ce triste constat : Qu'ils soient Algériens, Marocains ou Tunisiens, les dirigeants de la région sont persuadés que leur pays peut s'en sortir seul, sans l'aide de ses voisins. Pour dire les choses autrement et de manière plus triviale, chacun est persuadé qu'il n'a pas besoin des autres et qu'il est même plus malin. C'est une chose que les négociateurs de l'Union européenne n'ont guère eu de mal à comprendre et ils en ont amplement tiré profit lors des diverses négociations concernant les accords d'association et de libre-échange. Des accords, rappelons-le, qui ont été négociés séparément par Tunis, Rabat et Alger (on imagine la marge de manœuvre des diplomates européens face à une telle dispersion), chacun estimant être celui qui a le mieux tiré son épingle du jeu (et c'est bien cela qui leur a été dit par Bruxelles...).

L'Union du Maghreb, rêve caressé jadis par les premiers mouvements nationalistes, n'est plus qu'un slogan creux, un hochet que l'on agite pour bien montrer qu'il existe tout de même, en ces temps de grands effondrements moraux et politiques, un projet auquel les rêveurs mécontents de leur sort peuvent se raccrocher, un peu à l'image des promesses de démocratisation que formulent de temps à autre les dictateurs subsahariens. De fait, l'échec de la construction maghrébine fait partie de ces désillusions de bien après les indépendances. C'est peut-être une goutte d'eau dans un océan de déceptions mais l'échec est loin d'être anodin. Partout dans le monde, y compris en Amérique du Sud, qui était il y a peu encore une terre de conflits régionaux et de chauvinismes, des pays et des peuples se regroupent, parfois dans la difficulté, pour mieux affronter l'avenir. Le Maghreb, lui fait route inverse. De tous les ensembles régionaux, il serait le plus cohérent (même religion, mêmes langues arabe et amazigh) et c'est pourtant lui qui est le plus en retard.

Pour être honnête, les dirigeants ne sont pas les seuls coupables car tout le monde – à commencer par les élites – a sa part de responsabilité. Pour le comprendre, il suffit de parler de la Tunisie (et des Tunisiens) ou du Maroc (et des Marocains) aux Algériens. On peut aussi le faire dans l'autre sens. A Tunis ou à Rabat, on n'est guère plus tendre à l'égard des voisins du centre du Maghreb. Clichés, jugements lapidaires et méprisants, sentiment de supériorité, la palette est large et elle alimente, d'une façon ou d'une autre, les incompréhensions et les ressentiments de part et d'autre des frontières. Il suffit juste de jeter un rapide coup d'œil aux joutes hargneuses entre internautes algériens et marocains pour bien le comprendre (même absents, leurs cousins tunisiens ne sont guère épargnés et la révolution de janvier 2011 n'a pas changé les choses).

Et ce qui est saisissant, c'est la disparition progressive de ce trait commun qui semblait unir les intellectuels de chaque pays. Cela vaut aussi pour les jeunes qui ne savent que peu de choses sur leurs « cousins » et qui, pour beaucoup, ignorent même qu'il fut question un jour d'une Union du Maghreb. Ce n'est guère étonnant. L'idée maghrébine ne s'enseigne pas. Personne ou presque ne la défend sérieusement. Pire, on doute de sa pertinence. A titre d'exemple, on ne prête même pas attention aux travaux d'économistes comme Mouhoud El-Mouhoub qui rappelle régulièrement que les pays du Maghreb devraient cesser d'en demander toujours plus à l'Europe et que leur vrai potentiel réside dans la coopération régionale.

En Tunisie, on se moque beaucoup de Moncef Marzouki, notamment dans les milieux démocrates qui ne lui pardonnent pas son alliance avec les islamistes d'Ennahda. Mais l'homme a eu au moins le mérite d'essayer de remettre la question maghrébine en tête de l'agenda régional. Vaine utopie, ont dit les cyniques qui semblent avoir intégré l'idée que le Maghreb restera divisé ce qui, pour faire écho à une récente chronique, consolidera son statut de bazar néo-colonisé. Pour les sceptiques, les obstacles qui empêchent tout progrès sont trop nombreux. Il est vrai que la liste est décourageante : la montée de l'islamisme radical en Tunisie (ne comptons pas sur les salafistes pour faire renaître le projet maghrébin...), la question du Sahara occidental, le contentieux algéro-marocain sur ce même Sahara, sur la frontière et sur d'autres sujets moins connus tout cela ayant pour conséquence inquiétante le surarmement des deux parties,... Mais ces problèmes sont-ils pour autant insurmontables ?

Il ne s'agit pas de minimiser leur ampleur mais de rappeler qu'il existe toujours des solutions, fussent-elles imparfaites. Encore faut-il accepter l'idée de se retrousser les manches et de proclamer l'urgence du projet d'union régionale. Le Maghreb est devenu un intitulé, un terme vague à inclure dans tout discours, colloque ou ouvrage. Il serait temps qu'il devienne un projet politique à part entière. Et c'est bien l'affaire de tous.